

Barrebour

Nous garderons le deuil de cette magnifique province : L'ALGERIE

par André STIBIO

Le ralliement de l'ex-général Salan ne s'effectue pas au bénéfice du gouvernement métropolitain. Il s'inscrit, au contraire, à la suite des accords d'El-Biar. Et il se réfère à l'allocution du Dr Mostefai qui, effectivement, a renoué beaucoup de consciences européennes. Le monde officiel, qui n'y regarde pas de trop près, fait néanmoins servir cette lettre à la cause de la paix, comme il a d'ailleurs utilisé à la même fin un brouillon de Jouhaud. C'est son affaire. Il n'en reste pas moins que si l'on s'est arrêté, à Alger, au bord de l'Apocalypse, si l'on y vote dimanche prochain dans une relative tranquillité, on le devra à quelques hommes qui ont laissé leur rancœur et leur rancune au vestiaire. Ces hommes paraissent avoir choisi de s'entendre « entre Algériens », puisque leurs plaintes, leurs exigences, leurs doutes avaient eu à peu près autant d'écho de ce côté-ci de la Méditerranée que les doléances du M.N.A. ! Entre Evian et El-Biar, quoi qu'on dise, il y a un monde. Ce qui ne veut certes pas signifier qu'El-Biar garantira mieux les droits des Européens dans l'avenir que n'aura fait Evian. Mais, entre temps, grâce à cette trêve encore bien fragile, on se sera réhabilité peut-être à une vie normale. Tandis que s'il n'y avait eu qu'Evian les inhumaines destructions continueraient.

AVEC UNE IMMENSE TRISTESSE

Cela dit, gardons évidemment nos distances à l'égard de l'acte qui commencera de s'accomplir le 1^{er} juillet en Algérie. On devait, on s'en souvient, choisir jadis entre trois solutions, dont celle qu'on appelait alors « la plus française ». On n'aura dimanche à sanctionner que l'indépendance dans la coopération.

Une fois encore un référendum, un de plus, le plus grave de tous, et qui fonctionnera comme une guillotine sèche, tranchera la difficulté par simple oui ou non. On connaît notre sentiment à l'égard de ce genre de consultation populaire. Il est si ancré désormais dans la défiance que l'en métropole nous avons définitivement opté pour l'abstention. Mais nous comprenons l'angoisse des Européens d'Algérie. Il est dur de rompre brusquement, sans certitudes sérieuses de compensation, avec les habitudes de toute une vie. Nous n'allons donc pas tracer à ces Européens, au surplus divisés, leur devoir, prédéterminer leur vote, comme on l'a fait à Evian. Ils voteront, après tout, pour sauver, s'il se peut, leur avenir, faute d'avoir transposé le passé dans des formes nouvelles acceptables, puisque le Pouvoir, chez nous, s'y refusait. Mais nous garderons en nous-même, dimanche et longtemps encore, le deuil de cette magnifique province, dont le sacrifice, sous la forme où il a été médité, préparé, réalisé, ne sera, d'ici cinq ans, compris de personne. Nous l'écrivons avec une immense tristesse. Seulement, selon le mot de Spinoza, la pensée est une méditation de la vie, non de la mort. C'est à ce fragile espoir

que l'Algérie européenne doit s'accrocher : vivre pour faire vivre, dans le travail et l'assentiment exclusif des deux communautés. Le reste, Dieu seul en décidera.

FAIBLESSE DU NOMBRE

Les Algériens, donc, vont chercher entre eux un point sinon d'accord, du moins, en commençant, d'équilibre. Bientôt minoritaires, débordés par le monde musulman, qu'ils ne se frappent pas trop ! Le nombre n'est pas tout. Les Européens auront, pour contrebalancer cette faiblesse numérique, leur intelligence, leur savoir pratique, technique, indispensable, en Algérie plus qu'ailleurs, aux hommes qui vont demain devenir les maîtres de ce pays. C'est leur unique garantie. C'est aussi la meilleure. Qui tenterait de se passer d'eux devrait chercher du côté des « nations socialistes » des techniciens de remplacement, ce qui serait dans le moment trop voyant. Ou en faire venir d'autres de France ! Les nouveaux dirigeants aimeront mieux, s'ils sont sages, garder auprès d'eux la richesse, les ressources humaines de cette population européenne, française, faite au pays, faite à ses activités, à son travail. Certes, les destructions qui se préparent, dit-on, à Alger étaient d'un ordre de grandeur tel qu'il appelait d'extrême urgence le contact et la négociation. Mais soyons persuadés que cette Algérie, que l'exode vouait, et voue encore, au désert et à la misère, a parlé plus haut non seulement que toutes les peurs, mais que tous les dissentiments.

C'est à partir de cette réalité, par conséquent, que les Européens doivent se relever, reconstruire. Tout ce qui sera fait par eux aura plus de sens, à la longue aussi plus de poids, que le référendum sur lequel on leur demande dimanche de se compter. Quand le général de Gaulle est revenu au pouvoir, nous avons cru que le qualitatif aurait, à ses yeux, plus d'importance que le quantitatif. L'occasion s'offrait de peser les voix au lieu de les compter. Mais le quantitatif est devenu Roi. Il n'y a donc qu'à s'incliner en Algérie devant les chiffres, quitte à se rattraper aussitôt sur le plan de la vie, de l'apport technique, sur ce plan humain traité chez nous avec beaucoup de mépris, mais où rien, Dieu merci, n'est jamais tout à fait perdu. Voilà comment nous envisageons une situation, que, une fois encore, nous n'aurons pas voulue ; sous un mode de scrutin dont, en métropole, nous sommes pour l'instant détachés. Mais l'ex-général Salan a finalement raison de se rallier à l'accord Mostefai-Susini, de dénoncer l'ultime illusion des plates-formes territoriales, ou du réduit oranais, parce que la présence en Algérie est un pari moins perdu d'avance que la révoite la plus dechainée. La paix laisse le temps de voir venir.

Le Pouvoir, qui a redouté, autant que le F.L.N., un 1^{er} juillet apocalyptique, laisse faire. Sa propagande fait même entendre que rien ne s'est passé en Algérie qu'il n'ait au préalable approuvé. Bref, il prend en charge les accords

d'El-Biar, il les ajoute à ceux d'Evian, en se disant que, devant le peuple français, tout ce qui est gagné pour la paix semblera gagné par lui. Cependant, il prend soin de distinguer déjà et de proclamer que l'amnistie n'aura pas cours en métropole, parce que, dit-il, le Pouvoir est menacé, que des charges de plastic éclatent à Paris et que Georges Bidault médite on ne sait quoi quelque part à l'étranger. Autrement dit, la politique qui a si mal tourné en Algérie, on la transporte en métropole, où elle risque d'avoir, peu à peu, les mêmes effets. Pour nous, l'aventure est finie ! Ceux qui la poursuivraient sur le sol métropolitain seraient des fous s'ils ne se disaient pas qu'ils travaillaient pour de Gaulle, uniquement pour lui, car le pouvoir personnel, dût-il un jour s'instaurer, ne s'instaurera que sur la peur diffuse de la guerre civile.

LA DANSE DU SCALP

Est-il vrai, après cela, que Georges Bidault en soit arrivé à jouer lui aussi le « desperado » ? Nous n'en savons rien. Mais il y aurait plus que de la lâcheté à le laisser accabler, surtout par des gens qui, en d'autres temps, où nous étions, nous, pour de Gaulle contre Bidault, lui durent, raconte-t-on, quelques précieux services.

Le plus cruel dans cette danse du scalp a été François Mauriac, qu'on ne savait pas si gonflé de sa fortune, de ses biens, de son cru de Malagar, avantages donnés par la nature et considérablement accrus par le talent, qu'il en venait à mépriser chez Bidault le pauvre professeur et à traiter « l'aube » de « feuille de chou ». Mauriac devrait savoir que les éditoriaux de cette feuille de chou, sur Munich, sur le défaitisme, amenèrent Georges Bidault à entrer en amitié profonde avec Jules Jeanneney qui l'avait, il nous le dit, en très haute estime. Ce fut d'ailleurs le point de départ de la fortune politique de René Brouillet. Feuille de chou, le journal dont Louis Terrenoire était le rédacteur en chef et dont Francisque Gay restait l'animateur incomparable en même temps que l'auteur d'une revue de presse où Mauriac était élogieusement cité. Triste époque que la nôtre où s'oublie les drames personnels de chacun, drames résultant d'une orientation discutable. Mauriac, pourtant, a eu le sien. Qu'il le sache, nous ne nous sommes pas consolés d'avoir été sévère dans le cas qui l'intéressait, alors que la reconnaissance aurait dû nous lier de tant de façons. Nous espérons qu'un même remords inspirera à François Mauriac des pensées d'une charité plus chrétienne. On peut se tromper au cours d'une vie ! Et qui se trompe des deux ? Le fait même que l'échec des thèses de Bidault est apparemment proche en Algérie devrait inciter quelques contempteurs courageux, quoi que amnésiques, à se taire. Il est vrai que Mauriac a piétiné déjà Blum, le jour de son retour de captivité, et que nous entendons encore, le dernier, éberlué de tant de violence, nous demander, ce que, du reste, il écrivait : « Pourquoi moi ? » Or n'est-ce pas au même Léon Blum que de Gaulle demanda, en vain, de lui succéder ? Si, n'est-ce pas ! C'est que la roue tourne et qu'à l'époque où Blum fut sollicité François Mauriac, lui, discrètement, s'éloignait du guillisme.